

Paris, le 15 décembre 2006

**Consultation publique sur le projet d'avis
du Groupe sur la politique du spectre radioélectrique (RSPG)
« EU spectrum policy implications of the digital dividend »**

Contribution du groupe France Télévisions

France Télévisions remercie le RSPG pour la possibilité qui lui est offerte de commenter son projet d'avis sur les implications du dividende numérique en matière de politique européenne de gestion du spectre. France Télévisions s'associe aux commentaires adressés par l'Union européenne de radio-télévision au RSPG, et souhaite y ajouter les remarques suivantes.

Le dividende numérique et ses possibles formes (point 2)

Un certain nombre d'utilisations du dividende numérique correspondent à des évolutions « naturelles » des services de télévision, et sont donc incontournables : extension et amélioration de la couverture numérique, passage à la haute définition, réception en mobilité. Comme le note le RSPG, elles sont susceptibles dans certains cas d'épuiser la totalité du dividende numérique.

En France par exemple, cinq réseaux sont utilisés pour les besoins actuels de la télévision numérique terrestre, et les besoins supplémentaires en ressources spectrales, qui seront nécessaires au développement des services complémentaires comme la haute définition et la télévision mobile, sont supérieurs aux ressources offertes par les trois réseaux restants.

La situation est en effet la suivante :

- les services déjà initiés en TNT occupent cinq réseaux numériques (les multiplex 1, 2, 3, 4 et 6). Il reste, grâce à la compression MPEG4, un peu de place, mais celle-ci devrait être occupée par les chaînes « bonus » prévues par le projet de loi « Télévision du futur ».
- le simple passage en HD des chaînes « historiques » (France 2, 3, 5, Arte, TF1, Canal + et M6) occuperait plus de deux réseaux (trois chaînes HD par réseau). Ces chaînes HD seront en double diffusion de leur version standard du fait de la dualité MPEG2-MPEG4.
- la diffusion en mobilité (DVB-H) dans la bande UHF des chaînes actuelles de la TNT (30 chaînes) occuperait au minimum un multiplex (les multiplex en mobilité ont un débit réduit), plutôt deux si on considère que ces chaînes seront accompagnées de services (téléchargement, applications interactives, etc.).

A ce stade, on a donc saturé avec les besoins de la radiodiffusion plus que la totalité des réseaux à couverture nationale prévus par le Plan de Genève, sans avoir traité, toujours en matière de radiodiffusion :

- la question des chaînes locales,
- la diffusion en HD d'autres chaînes que les chaînes historiques,
- les autres besoins correspondant à l'évolution de la demande des téléspectateurs (interactivité, etc.).

L'impact de la norme MPEG4, qui selon le projet d'avis du RSPG pourrait compenser, au moins en partie, la demande de spectre supplémentaire, est à relativiser dans la mesure où dans la plupart des Etats membres, des services ont été lancés avec la norme MPEG2. En France, l'ensemble des services de télévision numérique gratuits, dont ceux du service public, utilisent la norme MPEG2.

L'importance du parc de décodeurs utilisant MPEG2 (4 millions d'appareils aujourd'hui) rend impossible à court terme l'utilisation généralisée de MPEG4.

L'utilisation du dividende numérique pour des applications fixes/mobiles dans une sous-bande harmonisée dans la bande UHF (point 4.11)

Le RSPG note à juste titre que l'accès de nouveaux services aux bandes UHF et VHF ne doit pas être en contradiction avec la réglementation nationale et communautaire des contenus, dont l'objectif est de promouvoir la diversité culturelle et le pluralisme des médias.

La mise en œuvre des dispositions « techniques », même si elle ne préjuge pas de l'usage que les Etats membres décideront *in fine* pour les fréquences issues du dividende numérique, a des conséquences sur la disponibilité des réseaux.

L'introduction de services de type mobile bidirectionnels générerait des contraintes supplémentaires, en particulier :

- la création de bandes de garde pour préserver les autres services dans la même bande,
- la création de « trous » dans les couches de diffusion telles qu'elles ont été planifiées par la Conférence de Genève.

La conséquence de ces deux facteurs serait la réduction du nombre de couches complètes à couverture nationale disponibles pour la diffusion télévisuelle.

Or les radiodiffuseurs de service public sont soumis dans chaque Etat membre, conformément au Protocole d'Amsterdam, à des contraintes particulières, liées à leur rôle démocratique, social et culturel. Ils ont une obligation de couverture universelle, ainsi que l'obligation de s'adresser à tous les groupes qui composent la société, quelle que soit l'évolution des modes d'accès aux contenus audiovisuels.

L'accomplissement de leurs missions de service public suppose que soit réservé aux radiodiffuseurs publics un accès suffisant aux ressources spectrales. Les télévisions publiques ont donc impérativement besoin de réseaux à couverture nationale, tant pour la diffusion de leurs services traditionnels sur l'ensemble du territoire national que pour permettre le développement de nouveaux services de radiodiffusion (diffusion en haute définition, réception mobile).

On ne peut concevoir en effet une inégalité des téléspectateurs devant les développements les plus basiques des services de télévision que sont la HD et la réception sur les terminaux mobiles.

Les dispositions prises pour l'utilisation du dividende numérique ne peuvent par conséquent en aucun cas avoir pour conséquence de priver les radiodiffuseurs publics des ressources en fréquences nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de service public et aux développements rendus nécessaires par l'évolution technologique, **ces ressources étant appréciées en nombre de couches complètes.**

Les fréquences UHF et VHF devraient être réservées à la radiodiffusion. A tout le moins, les couches de diffusion complètes (présentes et futures) nécessaires au service public de radiodiffusion devraient être définies et bénéficier d'un statut prioritaire, tant du point de vue de leur planification que de leur protection, préalablement à toute opération de remembrement du spectre destinée à mettre en évidence le dividende numérique.